

sont aussi simples qu'il les présente. Ce n'est pas le cas, hélas, et surtout pas dans nos relations avec l'Iran.

Si M. Ziegler semble vouloir menacer le Conseil fédéral de ne pas vouloir lâcher, nous ne lâchons pas non plus. En effet, c'est en février dernier que nous avons à nouveau exigé une réponse du gouvernement. Par conséquent, nous n'abandonons pas, nous non plus, et ce d'autant moins que le juge d'instruction ne peut pas conclure. Nous savons que M. Châtelain, juge d'instruction vaudois, a besoin de ces renseignements pour mettre un terme à son dossier. Par conséquent, nous demandons tout comme lui ce type de renseignements. En ce qui concerne la demande de M. Rafsandjani que vous citez, personnellement, à moins qu'il ne s'agisse de l'ancienne affaire contre la Suisse, qui a été jugée, je rappelle que nous n'avons pas du tout l'intention de favoriser l'Iran, mais nous devons aussi prouver à cet Etat que nous respectons l'Etat de droit et la séparation des pouvoirs et nous exigeons qu'il en fasse de même. Là est la différence.

Frage 29:

Rychen. Iranische Drohungen Menaces iraniennes

Die Bundesbehörden haben entschieden, dass der iranische Staatsbürger Zeynol Abedin Sarhadi aus schweizerischer Haft nach Frankreich ausgeliefert wird. Laut Medienmeldungen haben iranische Politiker im Falle einer solchen Auslieferung der Schweiz mit Wirtschaftssanktionen gedroht.

Hat der Bundesrat von diesen Drohungen Kenntnis erhalten, wenn ja, in welcher Form? Wie beurteilt der Bundesrat diese Drohungen, und wie gedenkt er, darauf zu reagieren?

M. Felber, président de la Confédération: Je dirai que c'est l'enchaînement logique à ma réponse précédente.

M. Sarhadi, ressortissant iranien, a été arrêté à Berne le 23 décembre 1991, à la demande de la France. Il est accusé par les autorités françaises de complicité dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre iranien Chapour Bakhtiar et de son garde du corps. Il aurait participé à la préparation de ce délit et de la fuite des assassins présumés en Suisse. L'Office fédéral de la police vient de donner suite, le 24 février de cette année, à la demande d'extradition de la France du 31 décembre 1991 concernant M. Sarhadi. L'intéressé peut, dans les 30 jours, interjeter, contre cette décision de l'Office fédéral de la police, un recours de droit administratif auprès du Tribunal fédéral, lequel statuera définitivement sur la demande française.

Le Conseil fédéral a eu connaissance de menaces de sanctions économiques contre la Suisse, par le truchement d'articles publiés dans des journaux iraniens. Des informations allant dans la même direction nous sont en outre parvenues par notre ambassade à Téhéran. De telles menaces auraient également été proférées contre des exportateurs suisses, à propos notamment de nouveaux contrats. Nous savons en outre que certaines entreprises suisses ont rencontré des obstacles lors de requêtes pour la légalisation de documents d'exportation et l'établissement de visas par l'ambassade d'Iran à Berne. Dans certains cas, une solution a pu être trouvée. Dans ce contexte, j'aimerais souligner que ces entreprises en difficulté ont fait montre de compréhension vis-à-vis des décisions qui ont été prises par les autorités fédérales.

Le Conseil fédéral prend ces menaces au sérieux. Il estime en l'occurrence que cette affaire d'extradition découle d'une obligation juridique, selon la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 et la loi fédérale sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale, qui date du 20 mars 1981. Le Département fédéral des affaires étrangères a expliqué à différentes occasions aux autorités iraniennes la décision prise par l'Office fédéral de police, les moyens juridiques mis à disposition en faveur de l'inculpé, et la séparation des pouvoirs qui existe en Suisse entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif. Selon nous, il est nécessaire de répéter que cette affaire concerne d'abord la France et la République islamique d'Iran. La Suisse n'y étant impliquée qu'indirectement, elle exécute une demande qui est conforme au droit international que nous respectons.

Frage 12:

Gross Andreas. EWR-Vertrag Accord sur l'EEE

Das Risiko, dass die Volksabstimmung über den EWR-Vertrag zum Plebiszit gegen jegliche institutionelle Öffnung der Schweiz zu Europa hin missbraucht wird, ist aufgrund der ökonomischen Stärke und der institutionellen Schwäche dieses Vertragswerkes ohnehin gross. Dieses Risiko wird aber um so grösser, je länger der Bundesrat mit der Deponierung eines Gesuches um die Aufnahme von Verhandlungen über den Beitritt der Schweiz zur sich in den kommenden Jahren verändernden EG in Brüssel zuwartet.

Wie schätzt der Bundesrat dieses Risiko ein, und wie lange glaubt er noch zuwarten zu können mit dem Gesuch, bis ihm dieses Risiko nicht mehr verantwortlich zu sein scheint?

M. Felber, président de la Confédération: Il y a bien entendu des risques à attendre de déposer une demande d'ouverture de négociations à la Communauté, notamment celui de nous voir exclus du premier cercle de candidats à l'adhésion, par conséquent d'être absents des tables de négociations, lorsque les Etats membres décideront, à partir de 1996, de l'organisation et du fonctionnement de la future Communauté. De même, dans l'hypothèse où l'Espace économique ne se réaliserait pas, il y aurait danger de ne pas bénéficier d'un accès sans discrimination au marché intérieur. Tels sont, grossièrement indiqués, les risques.

Il faut maintenant s'employer à réduire au maximum les risques de confusion chez nos concitoyens entre le vote sur l'Espace économique européen et l'adhésion à la Communauté qui sont deux choses différentes. Le Conseil fédéral garde cette situation à l'esprit et l'évalue en permanence. Il devra se prononcer sur la question du moment le plus favorable pour demander l'ouverture de négociations en vue d'une adhésion. Toutefois, il s'agit encore, pour nous, de clarifier les intentions de la Communauté et celles de ses Etats membres concernant le calendrier d'élargissement. Nous allons nous y employer dans les semaines à venir et le Parlement sera informé des prises de position du Conseil fédéral à ce sujet.

Gross Andreas: Vielleicht habe ich die Frage zuwenig deutlich gestellt. Sie haben das Wort «Risiko» auf den EG-Beitritt beziehungsweise auf die Gesuchstellung bezogen; Sie haben das Risiko auf die mögliche Verwechslung oder Gleichsetzung des EWR-Vertrages mit dem Beitritt bezogen. Ich habe aber noch ein anderes Risiko gemeint: das Risiko, dass sich hinter dem EWR vermeintliche Anhänger verstecken, die gar kein Interesse an einer Öffnung der Schweiz haben, sich aber nicht getrauen, sich gegen den EWR einzusetzen oder sich gegen ihn auszusprechen, weil sie den Vorwurf der Provinzialität fürchten – letztlich Menschen, denen es egal ist, wenn der EWR scheitert, und die nichts dagegen haben, sozusagen ein Plebiszit gegen jegliche Öffnung zu provozieren. Das ist meiner Meinung nach das grosse Risiko. Dieses Risiko wird vergrößert, je länger mit dem Beitrittsge such zugewartet wird, weil dann die EWR-Abstimmung zum Plebiszit «Europa, ja oder nein?» wird – was es Ihrer Meinung nach nicht ist –, wobei es schwer ist, den Bürgerinnen und Bürgern dies anders darzustellen. Darin liegt meiner Meinung nach das grosse Risiko, das – wie gesagt – grösser wird, je länger wir mit dem Gesuch um Verhandlungen zuwarten.

M. Felber, président de la Confédération: Je répondrai nécessairement brièvement à M. Gross Andreas, car il est difficile de répondre en une minute à un problème de ce type, c'est même faire de la corde raide.

Je répète que le Conseil fédéral publiera d'abord un rapport qui expliquera la définition de sa politique à terme concernant l'adhésion. Ce rapport comptera 100 à 150 pages que je ne pourrai pas résumer en deux phrases. Ensuite, la discussion sera ouverte entre les partisans et les opposants à cette finalité. Le Conseil fédéral doit donc, dès aujourd'hui, tenir compte de la nécessité de ne pas établir de confusion entre la ratifica-

tion du Traité sur l'Espace économique européen et une votation éventuelle sur l'adhésion à la Communauté. Ce sont deux éléments différents, objet de deux questions différentes qui ne seront pas posées en même temps et qui auront été précédées de deux discussions et de deux négociations. C'est une différence importante.

Enfin, le Conseil fédéral, avant de déterminer ce calendrier, doit nécessairement s'entourer d'un maximum de renseignements. Or, ces derniers sont encore diffus, pour ne pas dire confus. Et ce à quoi s'évertue le gouvernement depuis quelques semaines est d'obtenir le maximum de renseignements concernant la politique d'élargissement de la Communauté, avant de faire une proposition et de fixer le calendrier. Je vous assure que si la Suisse devait être en danger dans les mois qui suivent, le Conseil fédéral saurait vraisemblablement réagir. Je ne crois pas que cela soit le cas. La question est calmement mais très clairement posée au Conseil fédéral.

Frage 30:

**Reimann Maximilian. Aufdeckung der gegen die Schweiz gerichteten gewesenen DDR-Aktivitäten
Menées de la Stasi en Suisse**

Mit der Annahme des Postulates 91.3343 (Eisenring-)Oehler am 19. Februar 1992 trifft der Bundesrat nun endlich Anstalten, die gegen die Schweiz gerichteten langjährigen Aktivitäten der damaligen DDR-Stasi-Behörden und ihrer schweizerischen Helfershelfer aufzudecken.

Hat der Bundesrat damit seine bisher praktizierte Passivität, beruhend auf der Anschauung, dieses Thema müsse den Geschichtswissenschaftlern überlassen bleiben, endgültig und resolut aufgegeben?

Hat der Bundesrat inzwischen alle denkbaren eigenen Aktivitäten zur umfassenden Einsichtnahme in die Quellen (Stasi-Akten usw.) bei den zuständigen deutschen Behörden in die Wege geleitet?

Bundesrat Koller: Der Bundesrat hat sich bereit erklärt, das Postulat (Eisenring-)Oehler vom 3. Oktober 1991 betreffend Aktivitäten von Schalck-Golodkowski und Markus Wolf in der Schweiz anzunehmen. Damit bringt der Bundesrat zum Ausdruck, dass er die Aktivitäten des Ministeriums für Staatssicherheit in der Schweiz möglichst offenlegen will. Die deutschen Behörden sind über das Interesse der Schweiz an der Aufklärung der gegen unser Land gerichteten Stasi-Aktivitäten informiert.

Es besteht kein Grund, daran zu zweifeln, dass uns die Informationen im Rahmen des deutschen Gesetzes vom 20. Dezember 1991 über die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik zugänglich gemacht werden. Doch werden die Aufarbeitung des die Schweiz betreffenden Aktenmaterials in der Bundesrepublik und dessen Auswertung durch die zuständigen schweizerischen Behörden einige Zeit in Anspruch nehmen. Aufgabe der Geschichtswissenschaft bleibt es, das gesamte Verhältnis der Schweiz zur ehemaligen DDR in umfassender Weise zu untersuchen, wie dies vom Bundesrat angeregt worden ist.

Reimann Maximilian: Ich bin von Ihrer Antwort sehr befriedigt. Ich nehme zur Kenntnis, dass Sie wirklich aktiv an die Aufdeckung der Vorkommnisse dieser Zeit herangehen wollen. Ich möchte Sie zusätzlich fragen: Werden Sie einen Bericht zuhanden des Parlamentes und der Öffentlichkeit erstellen, sobald Sie in etwa Klarheit haben über diese Verhältnisse, die es aufzudecken gilt?

Bundesrat Koller: Wie wir in der Antwort auf die Einfache Anfrage von Herrn Oehler ausgeführt haben, müssen wir uns die Art der Offenlegung noch vorbehalten. Sie wissen, dass in diesem schwierigen Bereich der Tätigkeit der Nachrichtendienste allenfalls auch gewisse Geheimhaltungsverpflichtungen zu wahren sind. Aber nachdem die DDR nicht mehr besteht, zweifle ich nicht daran, dass die Bundesrepublik diesbezüglich grosszügig sein wird.

Frage 14:

**Gonseth. Gentechnisch hergestelltes Käselab
Présure obtenue par biotechnologie**

Seit 1989 ist gentechnisch hergestelltes Käselab in der Schweiz unter dem Namen Maxiren zugelassen. Bis heute ist nicht öffentlich bekannt, ob und allenfalls für welche Käsesorten Maxiren eingesetzt wird. Gentechnisch erzeugte Stoffe bergen jedoch unter Umständen grosse Risiken in sich; so sind zum Beispiel durch unbekannte Verunreinigung («peak E») im gentechnisch hergestellten L-Tryptophan weltweit mindestens 27 Personen gestorben und über 1500 Personen erkrankt.

Ist der Bundesrat der Meinung, dass es das Recht der Bevölkerung ist, zu wissen, wann in Nahrungsmitteln gentechnisch hergestellte Stoffe enthalten sind?

Wie will der Bundesrat dieses Recht garantieren?

Wird Maxiren in der Schweiz zur Herstellung von Käse bereits eingesetzt? Wenn ja, für welche Sorten und Marken?

Réponse écrite du Conseil fédéral

En 1988, l'Office fédéral de la santé publique a autorisé la production de présure par biotechnologie, vu l'innocuité de ce produit. Le cas cité, concernant un composant (le L-Tryptophan) d'un médicament, n'est, à notre connaissance, pas lié à l'utilisation d'un organisme issu de biotechnologie.

La présure est un adjuvant de fabrication qui n'est par conséquent pas soumis à déclaration. Dans le produit fini, la présure obtenue par biotechnologie n'est analytiquement plus différenciable de celle produite de manière conventionnelle. La désignation de denrées alimentaires qui ont été produites par des techniques génétiques ou qui contiennent des additifs obtenus par de tels procédés n'est pas prévue actuellement sur le plan international. Selon les experts, une déclaration n'est pas considérée nécessaire du point de vue de la protection de la santé.

Les autorités n'ont pas connaissance de l'importance de l'utilisation en Suisse du produit Maxiren. L'Union suisse du commerce de fromages SA et la Centrale pour le fromage d'Appenzell appliquent une interdiction d'utiliser le Maxiren mentionné dans les contrats; il s'agit de prendre en compte des considérations de politique d'exportation, vu que les pays destinataires n'ont pas encore tous autorisé l'utilisation du Maxiren.

Frage 31:

**Gonseth. Durchsetzen von Tempo 80/120
Limites de vitesse 80/120**

An der Pressekonferenz vom 11. März 1991 unter dem Titel «Luftreinhalte-Politik. Ziele in Griffnähe» hat der Bundesrat u. a. auch folgende Massnahme bekanntgegeben: Tempo 80/120: höhere Bussen, verstärkte Kontrollen.

Meine Fragen:

– Wie hat der Bundesrat die Forderung nach verstärkten Kontrollen in die Tat umgesetzt?

– Wann liegt die Botschaft zur Aenderung des Bundesgesetzes über Ordnungsbussen vor?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

1. Der Bund kann selber keine Geschwindigkeitskontrollen durchführen. Diese Kontrollen sind Sache der Kantone. Der Bundesrat hat aber am 3. Juni 1991 in einem Schreiben an die Kantonsregierungen auf die positiven Wirkungen einer konsequenten Durchsetzung von Tempo 80/120 auf die Umwelt hingewiesen und die Kantone gebeten, die Geschwindigkeitskontrollen wo immer möglich zu verstärken.

2. Der Bundesrat hat am 11. März 1991 dem EJPD den Auftrag erteilt, im Jahre 1992 eine Botschaft zur Aenderung des Ordnungsbussengesetzes vorzulegen. Das Vernehmlassungsverfahren wird Mitte Jahr durchgeführt. Die Botschaft wird das EJPD dem Bundesrat bis Ende 1992 vorlegen.